La république des consommateurs selon Lizabeth Cohen

The Republic of Consumers According to Lizabeth Cohen

Dorval Brunelle

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/1281>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.1281](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.1281)

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Dorval Brunelle, « La république des consommateurs selon Lizabeth Cohen », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 42 | 2010, mis en ligne le 01 décembre 2010, consulté le 24 septembre 2020.
URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/1281> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.1281>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

La république des consommateurs selon Lizabeth Cohen

The Republic of Consumers According to Lizabeth Cohen

Dorval Brunelle

- 1 Je voudrais reprendre à mon compte la thèse développée par l'historienne Lizabeth Cohen dans son livre *A Consumers' Republic*¹ essentiellement parce que sa problématique permet à la fois de jeter un éclairage différent sur le keynésianisme et le providentialisme, tout en permettant de saisir de manière passablement originale la transition vers le néolibéralisme et la globalisation. La première chose à souligner à ce propos consiste à rappeler à quel point nombre d'études en économie politique privilégient les rapports de production et les rapports d'échange au détriment des rapports de consommation. Or, autant ce parti pris pouvait être défendable par le passé, alors que les rapports de consommation échappaient à la théorie et à l'analyse, autant cette mise au rancart n'a plus sa place depuis que Keynes a accordé une importance centrale à la demande globale dans son analyse du cycle économique². Or, aux yeux de Cohen, l'incorporation du cycle de la consommation est d'autant plus déterminante que le cycle en question marque la naissance de ce qu'elle identifie comme la « république des consommateurs ». Elle précise d'ailleurs à ce propos :

la consommation de masse dans l'Amérique d'après guerre ne devait pas être assimilée à une gratification personnelle, mais plutôt à une responsabilité civique (*civic responsibility*) destinée à procurer le plein emploi et une amélioration des niveaux de vie pour l'ensemble de la nation³.

- 2 Une des premières conséquences de cette stratégie sera de pousser vers le haut la part de la consommation privée dans le produit total, avec le résultat qu'elle comptera pour les deux tiers du produit national brut en 1970. Ceci étant établi, la consommation a été, pour des raisons qu'il faudra expliquer, assumée essentiellement par les femmes et cette prise en charge a eu une importance déterminante sur les relations entre les mouvements féministes et les syndicats, d'un côté, entre les premiers et les gouvernements, de l'autre, comme nous allons le voir. C'est d'ailleurs cette dimension

sexo-différenciée de la question qui fait une bonne part de l'originalité de la démonstration de l'auteur.

- 3 Cohen cherche ainsi à expliquer et à rendre compte de l'émergence de la figure emblématique du consommateur-roi à travers une opposition historique entre deux cas de figure. Le premier modèle est celui du consommateur citoyen qui assume la responsabilité de protéger le bien-être général de la nation et qui, à cette fin, doit orienter les gouvernements vers la défense et la protection des droits, de la sûreté – *security*, en anglais – et du traitement équitable de chaque consommateur qui se présente sur le marché. Le second modèle est celui du consommateur acheteur dont la contribution à l'ensemble de la société est strictement limitée et bornée par l'exercice de son pouvoir d'achat.
- 4 Au niveau historique, Cohen distingue deux phases au cours desquelles les femmes et les mouvements de femmes ont connu des gains notables, la première, durant la Deuxième Guerre et la seconde, au cours des années soixante-dix, tandis que, au cours des intervalles entre ces phases et depuis lors surtout, les femmes et leurs mouvements sont placés sur la défensive et ont accumulé de nombreux revers et reculs.
- 5 Au point de départ, c'est la crise des années trente qui poussera les mouvements de consommateurs à l'avant-scène. Ils émergeront au sein de l'espace politique grâce à une intense mobilisation qui les constituera en tant que force sociale citoyenne, ce qui leur permettra d'accéder à un statut politique à part entière, statut qui a été reconnu dès 1933 lorsque le Congrès a adopté le *National Industrial Recovery Act*⁴ qui prévoyait l'inclusion d'un représentant des consommateurs (*the consuming public*) aux côtés des représentants des syndicats et des milieux d'affaires⁵. De plus, la loi prévoyait la création d'un bureau de protection des consommateurs (*Consumer Advisory Board*) qui devait, afin d'assurer la viabilité de la démocratie américaine elle-même, imposer des standards de qualité et l'étiquetage de tous les produits pour contrer certaines pratiques des milieux d'affaires et des gouvernements. En revanche, pour leur part, les milieux d'affaires et les entreprises chercheront à confiner les consommateurs dans leur rôle unique d'acheteurs dont les dépenses totales feraient davantage pour la relance de l'économie que la dépense totale de travail effectuée en usine.
- 6 L'auteure rappelle que cette polarisation n'était pas nouvelle et que la mobilisation des consommateurs, et celle des consommatrices surtout, avaient joué un rôle historique important aux États-Unis dès le début du XX^e siècle⁶. Mais ce qui fait toute la différence désormais, c'est bien le rôle imparti à la consommation dans la théorie économique. En effet, cette reconnaissance du rôle des consommateurs et de leurs intérêts dans la relance de l'économie apparaissait désormais incontournable depuis que Keynes avait accordé à la demande globale un rôle central dans la relance de l'économie, comme nous l'avons relevé plus tôt.
- 7 Il convient de relever à quel point l'incorporation de la consommation et des consommateurs est déterminante surtout parce que la littérature en économie, mais aussi en histoire, avait eu tendance à sous estimer le rôle des mouvements de consommateurs et, de ce fait, à sous estimer une dimension importante de la mobilisation des femmes en faveur de l'amélioration des conditions de vie de leurs concitoyens. Ce rôle s'avérera d'autant plus important d'ailleurs, que les syndicats seront eux-mêmes conduits à délaisser les luttes sur le front de la consommation pour concentrer toutes leurs énergies en direction de l'amélioration des conditions de travail et des rémunérations. Il s'ensuit, aux États-Unis en tout cas, une démarcation

entre deux fronts de lutte qui sont de plus en plus établis à partir d'une ligne de partage fondée sur le sexe : alors que les hommes concentreront leurs luttes au niveau de la production et du travail, de la rémunération et du partage des gains de productivité, et qu'ils privilégieront à ces fins le recours à la négociation et, éventuellement, à la grève, les femmes concentreront leurs luttes au niveau de la consommation, en appelant, par exemple, à des boycotts de produits ou de services.

- 8 Cependant, autant cette relation à trois entre les consommateurs, le gouvernement et les milieux d'affaires avait pu conduire à des innovations organisationnelles et normatives durant la crise, autant elle sera mise à dure épreuve avec le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, alors que le gouvernement aura de plus en plus de difficulté à jouer les arbitres entre les consommateurs et le monde des affaires. Mais la Deuxième Guerre offre aussi aux organisations féministes, à cause même de l'importance de l'accès des femmes au travail rémunéré en usine et dans les manufactures, l'occasion d'effectuer un rapprochement avec les syndicats. En d'autres mots, à la faveur de la guerre, les femmes en viennent à jouer un rôle déterminant à un double titre, comme travailleuse et comme consommatrice. On voit alors tout l'intérêt que représente une démarche qui permet d'interpréter la constitution de l'ordre d'après-guerre, non plus seulement comme la résultante d'une lutte à trois entre travailleurs, patrons et gouvernement, comme le veut la littérature consacrée à l'origine de l'État providence et celle consacrée au fordisme, mais bien comme la résultante d'une lutte à quatre à l'intérieur de laquelle les organisations de consommateurs auraient joué un rôle tout aussi important et déterminant que les trois autres. Mais cette incorporation d'une quatrième dimension dans l'analyse permet surtout de dégager une perspective beaucoup intéressante qui est celle d'une interprétation *sexo-spécifique* (ou *genrée*) de l'instauration de l'ordre d'après-guerre lui-même. En effet, dans la mesure où, pour toute la durée de la guerre, les femmes assumeront un triple rôle à titre de contribution à la production de guerre⁷, à titre de consommatrice et à titre de membres des forces armées, elles accéderont ainsi à un statut et à des positions politiques qu'elles n'avaient pas par le passé.
- 9 Pourtant, malgré tous ces gains, les femmes et leurs organisations ne pèseront pas d'un poids correspondant à leur contribution active au lendemain de la guerre, et la raison principale de cet état de fait est imputable au projet politique d'instaurer un État providence essentiellement consacré à la relance de l'économie sur des bases on ne peut plus « classiques », en confinant les femmes dans un rôle de mère afin de relancer la natalité et, pour ce faire, de réinstaurer des rapports de type patriarcal entre les sexes. En ce sens, la construction de l'État providence a pu représenter, dans certains contextes en tout cas, un véritable recul pour les femmes et les mouvements féministes.
- 10 Ainsi, aux États-Unis, dès 1946, le contrôle des prix est levé et les tentatives en cours pour lier les mobilisations des travailleurs à celles des consommateurs échouent, ce qui aura de profondes répercussions sur les relations entre hommes et femmes à plusieurs niveaux. Selon Cohen, les tensions entre les deux cas de figure, celui du consommateur citoyen et celui du consommateur acheteur assumeront différentes formes et contenus. On les rencontrera aussi bien à l'intérieur des familles et des communautés et, de là, jusqu'au niveau de la politique étatique ; on les rencontrera aussi à l'intérieur du mouvement syndical qui se tournera vers l'apologie de la consommation de masse et on les retrouvera également sur le plan spatial, dans le développement des espaces urbains

et les banlieues. À leur tour, ces évolutions auront un impact déterminant sur la nature même de la société démocratique.

- 11 Cela étant, pour bien comprendre et interpréter les principales innovations qui ont contribué à l'instauration du providentialisme aux États-Unis sur quelque douze années, entre 1934 et 1946, il convient alors de distinguer entre deux ensembles de mesures : celles qui ont été adoptées sous l'égide du *New Deal* du président Roosevelt pour faire face à la crise des années trente et celles qui ont été adoptées à la fin du conflit pour préparer le retour des soldats du front. Parmi les premières, on peut citer le Tennessee Valley Authority, le National Industrial Recovery Act, le Agricultural Adjustment Act⁸ et le Home Owners' Loan Corporation adoptés tous les quatre en 1933, le National Housing Act,⁹ de 1934, le National Labor Relations Act (Wagner Act) de 1935, et le *Rural Electrification Act*,¹⁰ de 1936, tandis que, parmi les secondes, il convient de citer le *Servicemen's Readjustment Act* (aussi appelé « *GI Bill of Rights* ») de 1944 et le *Employment Act* de 1946¹¹, deux mesures qui annoncent un renversement de tendance et qui, à ce titre, marquent une profonde rupture et un net recul pour les femmes, aussi bien que pour les Noirs, en passant, par rapport aux initiatives précédentes.
- 12 Sans entrer dans le détail des objectifs de chacune de ces lois, qu'il suffise d'indiquer que les premières mesures visaient à soutenir la croissance économique dans une région particulièrement touchée par la crise, le Tennessee, à financer la construction d'infrastructures, le développement de l'agriculture, l'accès à la propriété domiciliaire, de même qu'à assurer une harmonisation des relations de travail et à promouvoir l'électrification rurale.
- 13 Quant au deuxième ensemble des mesures adoptées à la fin du conflit, la plus importante et la plus déterminante est sans contredit le *GI Bill* à cause de son impact sur la reconfiguration de la société et, par voie de conséquence, sur les relations entre hommes et femmes, de même que sur la redéfinition des tâches des femmes elles-mêmes. Pour en saisir toute l'extension, il faut savoir que plus de 70 % des hommes nés aux États-Unis entre 1920 et 1928 étaient des vétérans de la Deuxième Guerre et, en tant que tels, éligibles en vertu de cette loi. Or, même si la loi s'appliquait à tous les vétérans, elle avantagera uniquement les hommes blancs, avec le résultat que les relations entre les races et entre les sexes, d'une part, mais également la *mission* impartie aux femmes blanches, d'autre part, seront profondément bouleversées par suite de l'entrée en vigueur de la loi.
- 14 On peut d'ailleurs, pour s'en faire une idée, citer Rolande Pinard qui évoque à ce propos le cas emblématique de l'industrie automobile :

L'industrie de l'automobile étatsunienne, après la Deuxième Guerre mondiale, fournit une illustration de la concurrence derrière la règle de l'ancienneté. Pendant la guerre, cette industrie a eu recours massivement à des femmes et à des travailleurs noirs pour remplacer les hommes conscrits par l'armée. Lorsque ces derniers sont revenus au pays, ils ont revendiqué la reconnaissance des années de service militaire, au service de leur pays, comme des années d'ancienneté au travail, afin de déloger les femmes et les Noirs des postes qui devaient leur revenir, arguaient-ils. Les femmes et les Noirs recouraient au même argument de l'ancienneté pour revendiquer leur maintien dans ces postes de travail. Le cas sera réglé au profit des hommes blancs et le « marché interne du travail » se refermera sur la consécration de l'exclusion des femmes et des Noirs. Parmi celles-ci et ceux-ci, les rares personnes qui resteront à l'intérieur du « marché interne » feront l'objet de listes d'ancienneté séparées, interdits d'accès à certains postes de travail, afin de sauvegarder la solidarité interne des hommes blancs et leur pouvoir

collectif. Cette pratique ne disparaîtra qu'avec l'obtention de droits civiques, par les femmes et les Noirs aux États-Unis, dans les années 1960¹².

- 15 En d'autres mots, l'avantage qui sera désormais accordé aux hommes blancs sur le marché du travail, aussi bien en tant que travailleur, en tant qu'emprunteur pour ceux qui voulaient se lancer en affaires ou en tant qu'étudiants pour ceux qui voulaient poursuivre leurs études, constitue un fait majeur qui découlera de l'adoption du *G.I. Bill*¹³. En revanche, non seulement les femmes, et même les femmes vétérans, n'auront pas accès à ces mesures, mais surtout elles seront écartées du marché du travail, non seulement à cause d'une politique d'emploi qui favorisait les hommes et les vétérans, mais également à cause de la préférence que les syndicats eux-mêmes accorderont désormais au travailleur masculin. On peut prendre toute la mesure de la discrimination induite par cette politique en rappelant que, durant la guerre, patriotisme oblige, les femmes avaient été appelées soit à s'enrôler dans les forces armées soit à joindre les rangs de la main d'œuvre active pour soutenir l'effort militaire et participer à la victoire éventuelle des forces alliées, un sacrifice et une implication qui ne leur seront pas comptés à la fin des hostilités. Au contraire, tout sera désormais mis en oeuvre aussi bien au niveau politique, idéologique et symbolique pour qu'elles se dévouent désormais à une autre tâche, celle d'assurer la reconversion et la croissance de l'économie nationale en devenant consommatrices et mères de famille. On assiste ainsi à une reconfiguration et à une *réhiérarchisation* des rapports entre les sexes qui faciliteront la mise en place d'un nouvel ordre économique, puisque l'action *économique et patriotique*¹⁴ se décline désormais en deux volets. Il reviendra en propre aux hommes d'exercer leur ferveur patriotique grâce à leur participation active à l'économie nationale, que ce soit à titre d'entrepreneur ou de travailleur salarié, tandis qu'il appartiendra aux femmes d'exercer la leur grâce à leur participation active à la consommation.
- 16 Ainsi, toute la période qui court depuis la fin de la Deuxième Guerre jusqu'au début des années soixante et soixante-dix s'avérera particulièrement défavorable pour les femmes et les mouvements féministes. On assiste alors à un changement profond dans les rôles assumés par les femmes et leurs mouvements qui délaisseront le front des luttes en tant que consommatrices, un rôle que les hommes eux-mêmes récupéreront en le dépolitisant, pour s'engager plus avant dans l'arène politique soit en tant que militante pacifiste, soit en tant que militante des droits civils, soit encore en tant que syndicaliste¹⁵.
- 17 Cohen fait démarrer la troisième et dernière¹⁶ en date des phases au cours desquelles les femmes et leurs mouvements ont un certain ascendant au niveau social et politique, avec l'envoi par le président Kennedy, le 15 mars 1962, d'un message spécial au Congrès proposant l'adoption d'une Charte des droits des consommateurs (*Consumer Bill of Rights*). Cette loi reconnaît le droit à la sécurité, d'être informé, de choisir, d'être entendu et il prévoit un train de mesures pour assurer leur protection. L'auteure soutient même que cette vague aurait été la plus importante des trois : « *The third wave of consumer movement in the twentieth century was more influential than the Progressive Era and the New Deal* »¹⁷.
- 18 Comme les fois précédentes, ce sont des enjeux liés à la sûreté – *security*, en anglais – des consommateurs et des utilisateurs, bref c'est l'accumulation des risques causés par les produits eux-mêmes qui sollicite le retour de cette « République des consommateurs » (*Consumers' Republic*), ce qui pousse les gouvernements à effectuer un

retour en force vers l'adoption de nombreuses réglementations au cours de ces années¹⁸. Ces initiatives cherchaient à répondre à trois types de revendications, à savoir (i) celles qui portaient sur la protection du consommateur sur le marché, (ii) celles qui proposaient une réorientation du pouvoir réglementaire du gouvernement en faveur de l'intérêt public contre les trusts et les cartels, et (iii) celles qui visaient à accorder une voix permanente aux consommateurs et à leurs intérêts à l'intérieur même du gouvernement¹⁹. Pourtant, si les deux premiers ensembles de revendications ont été plus ou moins acceptés, le fait que le troisième ne le sera pas aura pour résultat de fragiliser considérablement ces acquis, avec le résultat que les mouvements de consommateurs et leurs alliés seront complètement pris au dépourvu quand s'amorcera un renversement de tendance avec l'accession au pouvoir du président Reagan, en 1981. Ce renversement sera d'autant plus coûteux et dommageable, sur le plan politique, que certaines franges du mouvement des consommateurs se seront considérablement radicalisées par suite de leur fréquentation d'autres mouvements et groupes, qu'il s'agisse du socialisme, du coopératisme, de la contestation civile et du mouvement anti-guerre, entre autres²⁰.

- 19 Parallèlement, les milieux d'affaires ne font pas relâche non plus²¹ et ils s'engageront dans une mobilisation politique sans précédent qui, au lendemain de l'arrivée au pouvoir de Reagan, contribuera, pour reprendre l'expression de Cohen, à transformer la République des consommateurs en une *consommerisation* de la république (« *the Consumers' Republic is transmogrified into the Consumerization of the republic* »)²². L'effet ultime de cette métamorphose sera de faciliter et de permettre la convergence entre deux identités, celle du payeur de taxe et celle du consommateur, une convergence qui légitimera et justifiera une nouvelle stratégie de relance économique en vertu de laquelle la meilleure, sinon la seule voie consiste à réduire les taxes afin d'augmenter la consommation. C'est ainsi que l'émergence de ce modèle de référence d'un consommateur-payeur de taxe alimenterait la passivité électorale et gangrènerait la sphère politique elle-même en réduisant les alternatives à la relance de l'économie à une seule option, celle qui viserait la fiscalisation de la demande solvable et, à terme, la fiscalisation du plus grand nombre de revendications sociales possibles.
- 20 En somme, ce que nous pouvons tirer de l'étude consacrée aux États-Unis par L. Cohen, ce sont les quatre réflexions suivantes. Il y a, en premier lieu, le lien serré qui est établi entre la production et la consommation, d'une part, entre la consommation et la reproduction, de l'autre. Il y a, en deuxième lieu, le rôle de la consommation et, par voie de conséquence, du consommateur et de la consommatrice en tant que moteur dans l'expansion de la production elle-même. En retour, cette fonction *active* de la consommation confère au consommateur et à la consommatrice un statut original en tant que citoyen et en tant que citoyenne. À l'inverse, sur le revers de la médaille, le contenu et la définition de la *pauvreté* seront transformés avec l'accroissement des formes et des modalités de la privation, ce qui aura pour conséquence de faire du pauvre ce non-citoyen qui, en refusant d'assumer le rôle de consommateur, se place *délibérément* -aux yeux de ceux qui ne sont pas démunis, en tout cas - hors des circuits économiques, sociaux et culturels.
- 21 Il y a, en troisième lieu, la réduction des unités familiales et la robotisation à l'intérieur de la sphère de la consommation qui vont permettre un accroissement de la productivité du travail domestique avec, en parallèle, une accélération des cadences et une réduction du temps de travail. Ces deux processus faciliteront la marchandisation

de certaines activités (buanderies, restauration, etc.) et accroîtront le temps de loisir qui, faute de profiter aux mères dans la plupart des cas, n'en profitera pas moins aux autres membres de la famille, y compris la jeune génération. À cet égard, l'oisiveté de ces jeunes générations est sans conteste un des sous-produits les plus intéressants et révélateurs de cet après-guerre, surtout quand on compare cette situation à celle des enfants et des jeunes qui devaient – et qui doivent encore dans nombre de pays et dans de nombreux cas – soit travailler au foyer, soit accéder au marché du travail, sinon pour subvenir aux besoins de la famille, pour subvenir aux leurs propres.

- 22 Il y a, en quatrième lieu, la mise en valeur de la consommation en tant que processus autonome d'utilisation des biens de consommation durables, ces derniers étant affectés d'une obsolescence grandissante qui porte non seulement à leur renouvellement mais surtout à leur multiplication et à leur accumulation. On assiste alors à un important surinvestissement dans la consommation de biens durables, un surinvestissement particulièrement important pour le maintien et la croissance de la demande solvable elle-même.
- 23 Pour conclure cette présentation des thèses de Cohen, il peut s'avérer intéressant de soulever trois questions. La première question est la suivante : si la consommation de masse aux États-Unis a pu contribuer à l'émergence du citoyen consommateur et de la citoyenne consommatrice en tant que nouvelle identité politique à partir de laquelle des groupes et des organisations ont été en mesure de lancer des campagnes de sensibilisation, de boycott bref, à partir de laquelle on assistera à une politisation de l'univers de la consommation lui-même, la transposition de ce modèle de consommation dans d'autres contextes nationaux a-t-il eu les mêmes effets et conséquences et si non, pourquoi ? Plus spécifiquement, étant donné l'influence de ce modèle de consommation à l'étranger, quelle influence ont eu les mouvements sociaux et les mobilisations des femmes aux États-Unis sur leurs vis-à-vis au Canada et au Québec ?
- 24 La deuxième question concerne la reconfiguration des rapports entre les sexes dans l'après-guerre qui semble en grande partie imputable au fait que, dans la foulée des avantages qui seront désormais reconnus aux hommes sur le marché du travail, on aura recours à un nouvel argumentaire pour justifier le maintien des femmes au travail ou leur retour sur le marché du travail salarié. Ceci nous conduirait à nous pencher sur les définitions de tâches dites « féminines », ainsi que sur les contenus des emplois réservés aux femmes. À cet égard, l'État providence, en condensant les demandes et les besoins issus du monde patronal et du monde syndical, jouera un rôle central dans l'établissement de ces nouvelles nomenclatures et dans la réorientation du travail des femmes vers certains emplois dits « féminins » et dans la constitution de *nouveaux ghettos* d'emploi féminins. À ce propos, il serait sans doute opportun de distinguer entre deux processus, entre le regroupement des métiers et des occupations en fonction du sexe, d'un côté, entre la recomposition des rapports de sexes à l'intérieur des métiers et des professions, de l'autre²³. Pourrait-on alors reprendre et adapter ici l'hypothèse selon laquelle l'État providence aurait été, à l'origine à tout le moins, une stratégie visant à exclure les femmes du secteur manufacturier – en dehors des secteurs dits « traditionnels » comme le textile –, et à déplacer l'emploi féminin en direction des services publics ?
- 25 Enfin, et c'est notre troisième question, il serait intéressant de voir en quoi et comment la reconnaissance de l'accès différentiel à la propriété selon les sexes induira une

recomposition et une opposition spatiales entre deux univers de plus en plus séparés l'un de l'autre, l'univers de la production avec ses exigences, ses alliances et ses compromis, d'un côté, l'univers de la consommation avec ses rituels et ses gratifications, de l'autre. Il conviendrait alors de repérer, de manière transversale en quelque sorte, les incidences de ces recompositions sur les rapports entre hommes et femmes, sur l'occupation de l'espace et, en particulier, sur le lien étroit entre la recomposition de la famille patriarcale et la formation des banlieues, ainsi que sur la division du travail au niveau des rapports de production domestique.

NOTES

1. Lizabeth Cohen, *A Consumer's Republic. The Politics of Mass Consumption in Postwar America*, New York, Alfred A. Knopf, 2003.
2. Il y a bien sûr d'importantes exceptions. On peut citer John Kenneth Galbraith qui a, dans *American Capitalism. The Concept of Countervailing Power* (Boston, Houghton Mifflin Company, 1952 et 1956) mis en lumière le rôle du « pouvoir compensateur » des acheteurs dans le capitalisme de monopole, sans évoquer le pouvoir des consommateurs. En revanche, l'auteur accordera une certaine importance au consommateur et à son endettement dans son ouvrage *The Affluent Society*, paru en 1958. Pour leur part, Paul A. Baran et Paul M. Sweezy, dans *The Monopoly Capital* (New York, Monthly Review Press, 1966), ont accordé une importance majeure à la consommation finale et à ce qu'ils ont appelé « l'effort pour vendre » des publicitaires pour écouler leurs produits mais, cette fois encore, le consommateur est plutôt envisagé comme un figurant et non comme un acteur.
3. *Idem*, p. 113. L'auteure ajoute un peu loin à la page 119 : « *The new post war order of mass consumption deemed that the good purchaser devoted to 'more, newer, better' was the good citizen* ». Ce qui se traduirait par l'énoncé suivant : le bon acheteur est nécessairement un bon citoyen.
4. Cette loi devait marquer le coup d'envoi du *New Deal* du président Roosevelt.
5. *Idem*, pp. 18-9.
6. Les femmes avaient joué un rôle important à l'époque dans la création de la « *National Consumers League* » qui prônait une « consommation éthique ». Plus tard, durant les années vingt, lors du passage à une consommation de masse, c'est-à-dire à une production en série destinée à un public aussi étendu que possible, les gouvernements n'avaient pas cru nécessaire de protéger les consommateurs contre les produits de qualité inférieure, voire même dangereux.
7. Si les femmes ne représentaient que 2 % des forces armées, par contre 26 % des épouses étaient salariées durant la guerre.
8. En 1936, la Cour Suprême a invalidé plusieurs dispositions de cette loi, mais le Congrès a immédiatement adopté deux lois, le *Soil Conservation and Domestic Allotment Act*, en 1936, et le *Agricultural Adjustment Act*, en 1938.
9. The National Housing Act of 1934 was passed and the Federal Housing Administration was created. Its intent was to regulate the rate of interest and the terms of mortgages that it insured.
10. Le *Rural Electrification Act* autorisait le gouvernement fédéral à consentir des prêts à taux réduit à des coopératives d'agriculteurs pour leur permettre d'avoir accès à l'électricité.
11. Connue comme la Grande Charte (*Magna Carta*) de la planification économique d'après guerre, cette loi établit l'étendue des responsabilités du gouvernement fédéral dont la tâche est

de promouvoir l'emploi maximum (*promote maximum employment, production, and purchasing power*). Il convient de noter à ce propos que cette loi était une version édulcorée du projet initial qui portait le titre de « *Full Employment Bill* » qui aurait obligé quant à lui le gouvernement fédéral à réaliser le plein-emploi. Cette exigence aurait été relâchée à la suite des interventions, entre autres, de l'Association nationale des manufacturiers et de la Chambre de commerce des États-Unis.

12. *Op.cit.*, p. 16. L'auteure renvoie ici à Gersuny et Kaufman, 1984-1985.

13. Le *GI Bill* impliquera au total 16 millions de vétérans, créant ainsi une inégalité profonde entre eux et les non vétérans dont le contingent principal est formé des femmes, dont on disait à l'époque qu'elles n'en seraient pas moins avantagées par leur père, ou par leur mari, même dans le cas des veuves. Ceci sans compter le fait, demeuré sans explication valable, que les femmes ont peu soumis de demande en vertu de la loi. Mais le résultat est là : en 1956, 42 % des vétérans de la Deuxième Guerre seront devenus propriétaires de leur maison et un pourcentage important aura accédé à l'université. *Idem*, p. 137. On retrouvera d'ailleurs le même genre de biais en faveur des hommes dans la Loi de l'impôt sur le revenu et dans l'accès au crédit, *Idem*, pp. 143 et 147.

14. Le lien serré qui est établi entre ces deux dimensions, l'économie et le patriotisme, est tout à fait caractéristique de la société des États-Unis à l'époque de la Guerre froide. Il s'agit là d'un héritage direct de la Deuxième Guerre elle-même, alors que produire et consommer avaient été promus au rang de véritables vertus civiques. Cet amalgame permet en outre de comprendre à quel point le lien entre la guerre et le patriotisme peut s'avérer préjudiciable pour l'établissement de relations moins inégalitaires entre hommes et femmes, en général, et pour l'accès des femmes à l'égalité, en particulier.

15. Cohen propose une interprétation assez ambiguë du retrait des femmes à l'époque : « *In short, soon after the war's end, female consumers withdrew from the civic arena as wartime citizen consumers and even to some extent as postwar purchasers as citizens. Sorting out whether this was imposed on women or chosen by them as they devoted themselves to long-neglected family needs is difficult* ». *Idem*, p. 136

16. Rappelons que la première phase remontait au tout début du XXI^{ème} siècle et que la seconde est celle dont il vient d'être question ; elle débute avec le lancement du *New Deal* en 1933 et se termine avec l'adoption du *G.I. Bill* en 1944.

17. *Idem*, p. 347.

18. L'événement qui a servi de déclencheur à une prise de conscience collective de la dangerosité et de la nocivité de plusieurs produits à l'époque a sans doute été la publication, en 1965, du livre de Ralph Nader, *Unsafe at Any Speed: The Designed-In Dangers of the American Automobile* qui dénonçait les nombreux risques liés aux défauts de fabrication des automobiles. À quoi il convient d'ajouter les études concernant les effets dommageables de la cigarette et ceux de nombreux produits chimiques, comme le DDT.

19. *Idem*, p. 358.

20. *Idem*, p. 359.

21. Pour Cohen, l'inquiétude du milieu des affaires atteint un sommet, en 1967, par suite de la création de la *Consumer Federation of America* (CFA). *Idem*, p. 385.

22. *Idem*, p. 397.

23. Plusieurs auteurs ont souligné le rôle qu'ont joué l'instrument statistique et les bureaux de la statistique dans ce processus. Pour une analyse critique déjà ancienne, voir : D. Brunelle et Pierre Drouilly, « Analyse de la structure socio-professionnelle de la main d'œuvre québécoise, 1971-1981 », *Interventions économiques*, no. 14-15, printemps, 1985, pp. 233-60. De même que : P. Drouilly et D. Brunelle, « Une évaluation critique de la classification socio-économique des professions », *Interventions économiques*, no. 19, printemps 1988, pp. 185-202.